

La pression morale du travail s'accroît au Luxembourg

Charles FLEURY



Programme European Values Study

L'European Values Study (EVS) est une enquête réalisée au Luxembourg en 2008 auprès d'un échantillon représentatif de la population résidente composé de 1610 individus âgés de 18 ans ou plus.

Au niveau national, cette enquête fait partie du projet de recherche VALCOS (Valeurs et Cohésion sociale), cofinancé par le FNR dans le cadre du programme VIVRE. Au niveau international, elle est partie intégrante d'une enquête réalisée dans 45 pays européens qui a pour objectif d'identifier et d'expliquer en Europe les dynamiques de changements de valeurs, et d'explorer les valeurs morales et sociales qui sous-tendent les institutions sociales et politiques européennes (www.europeanvaluesstudy.eu).

Plus d'infos : <http://valcos.ceps.lu>.



INTRODUCTION

Dans son article sur les représentations sociales du travail, de l'économie et de la justice publié en 2002, le sociologue Frédéric Mertz constatait que le travail constituait une norme collective à laquelle les résidents du Luxembourg adhéraient fortement. « Le travail possède une dimension morale forte. [...] À l'inverse, le non-travail, entendu comme le fait de ne pas exercer une activité salariée régulière (chômage, travail au foyer, travail bénévole) est très faiblement reconnu au Luxembourg, entraînant un processus de stigmatisation sociale », écrivait-t-il dans la conclusion de son article (Mertz, 2002 : 186). En outre, l'auteur observait que le poids moral du travail était plus important au Luxembourg qu'ailleurs en Europe, et qu'une large majorité d'individus étaient d'avis qu'il fallait avoir un travail pour développer ses capacités et être utile à la société. Quelques différences apparaissaient toutefois en fonction des caractéristiques sociodémographiques des répondants, les représentations sociales du travail variant sensiblement selon l'âge, le statut d'activité, la nationalité et le statut socioprofessionnel.

Près de 10 années plus tard, qu'en est-il de ces représentations sociales du travail ? La dimension morale du travail est-elle toujours aussi forte au Luxembourg ? Considère-t-on toujours nécessaire d'avoir un travail pour développer ses capacités et être utile à la société ? La relative dégradation du marché du travail intérieur, documentée notamment par Langers et al. (2009 : 42-45)¹, a-t-elle modifié l'image que l'on se fait du travail ? Observe-t-on toujours des variations de cette dernière selon les catégories sociodémographiques et socioéconomiques des résidents ? Le présent papier examine ces différentes questions à partir des données de l'*European Values Study* (EVS) recueillies au Luxembourg en 1999 et en 2008. Utilisant les mêmes indicateurs que ceux utilisés par Mertz (2002) en 1999, il présente l'évolution des représentations sociales du travail entre 1999 et 2008 et tente d'en expliquer les principales variations.

¹ Langers et al. (2009) observent notamment un accroissement du taux de chômage, passé de 3% à 5% entre 1999 et 2008, et une augmentation de la proportion de contrats de travail temporaires (CDD), passée de 2% à 7% entre 1997 et 2007.

I. DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES ENCORE PLUS PREGNANTES

En 2008 comme en 1999, l'enquête EVS posait cinq questions à propos des représentations sociales du travail. Ces questions s'énonçaient ainsi : 1) « Pour développer pleinement ses capacités, il faut avoir un travail » ; 2) « C'est humiliant de recevoir de l'argent sans avoir à travailler » ; 3) « Les gens qui ne travaillent pas deviennent paresseux » ; 4) « Travailler est un devoir vis-à-vis la société » et 5) « Le travail devrait toujours passer en premier, même si cela veut dire moins de temps libre ». Pour chacun des énoncés, le répondant devait indiquer son niveau d'accord sur une échelle de 1 à 5, 1 signifiant « pas du tout d'accord », 2 « plutôt pas d'accord », 3 « ni d'accord ni pas d'accord », 4 « plutôt d'accord » et 5 « tout à fait d'accord »².

Le Graphique 1 présente les scores moyens³ obtenus par l'ensemble des répondants pour chacun des énoncés. Il apparaît clairement que, loin de s'être affaibli, le poids moral du travail a continué de s'affirmer au sein de la société luxembourgeoise, les répondants de 2008 adhérant encore plus fortement aux différentes représentations sociales du travail qu'ils ne le faisaient en 1999. Bien qu'il soit toujours celui qui récolte le plus faible appui, c'est l'énoncé selon lequel le travail doit toujours passer en premier qui a connu la plus forte croissance, son score moyen étant passé de 3,03 à 3,33 entre 1999 et 2008, soit une augmentation de plus de 10%. Loin d'être anodin, ce résultat tend à contredire la tendance observée dans plusieurs pays occidentaux au cours des dernières décennies, et qui se caractérisait par une relativisation de la place du travail dans la vie et un refus de plus en plus marqué que celui-ci envahisse la vie privée (Davoine et Méda, 2009 ; Mercure, 2008).

Il demeure néanmoins que ce sont les représentations « Travailler est un devoir vis-à-vis la société » et « Il est nécessaire d'avoir un travail pour développer ses capacités » qui reçoivent les plus hauts niveaux d'appui, ces énoncés présentant des scores moyens supérieurs à 4 sur l'échelle à cinq niveaux. Bien que fortement appuyées en 1999,

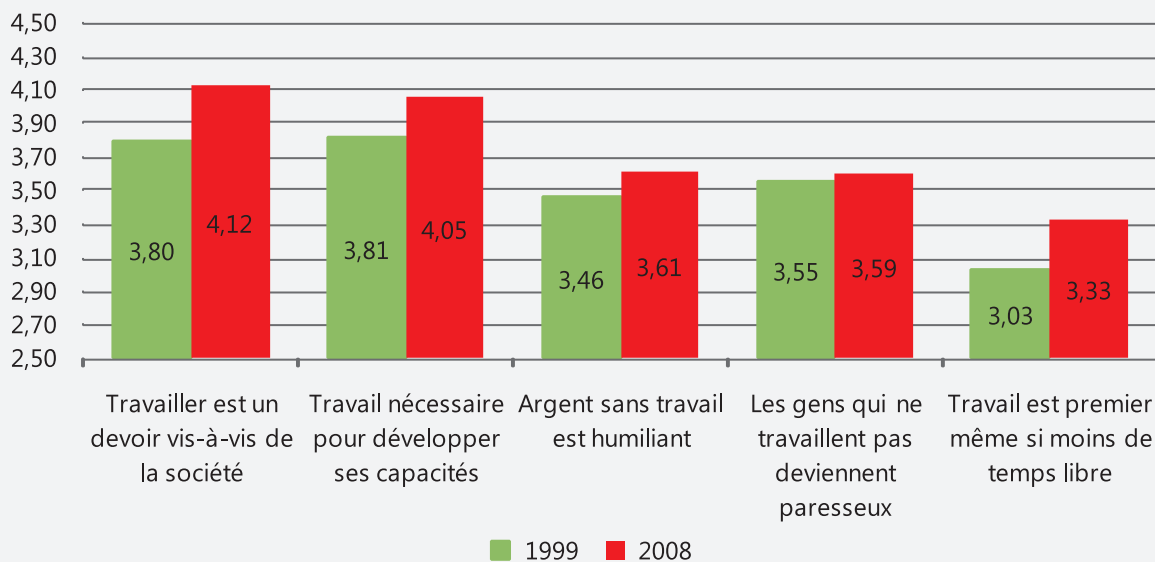
ces représentations se sont intensifiées au cours de la dernière décennie, les scores moyens de ces deux représentations s'étant accrus de plus de 6%, étant passés de 3,80 à plus de 4,00. Ces résultats témoignent bien de l'importance du travail pour la population du Luxembourg, et ce, tant du poids de vue de son utilité sociale que de sa contribution à la quête de l'épanouissement personnel. Bien que fortement appuyés, les énoncés relatifs au non-travail (« il est humiliant de recevoir de l'argent sans avoir à travailler » et « les gens qui ne travaillent pas deviennent paresseux »), n'ont pas vu leur niveau d'appui croître aussi fortement que les autres énoncés; l'appui à l'affirmation selon laquelle les gens qui ne travaillent pas deviennent paresseux est même resté pratiquement stable entre les deux vagues de l'enquête. Cela semble indiquer que, si le travail est plus valorisé aujourd'hui qu'il ne l'était en 1999, cela n'a pas été accompagné d'une dénonciation équivalente du non-travail. Il faut toutefois reconnaître qu'en 1999, le non-travail était déjà peu reconnu et qu'il entraînait tout un processus de stigmatisation sociale (Mertz, 2002).

² Pour faciliter l'interprétation, l'échelle des modalités présentée ici a été inversée par rapport au questionnaire original.

³ Ces scores s'interprètent de la même façon que l'échelle de réponse proposée : plus le score s'approche de 5, plus les répondants sont en accord avec l'énoncé proposé ; inversement, plus il s'approche de 1, plus les répondants sont en désaccord avec lui.

GRAPHIQUE 1. Représentations sociales du travail en 1999 et 2008

Scores moyens (sur une échelle de 1 à 5)



Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD.

Champ : Population âgée de 18 ans ou plus à l'exclusion des fonctionnaires internationaux

II. UN INDICATEUR POUR ÉTUDIER LE CHANGEMENT

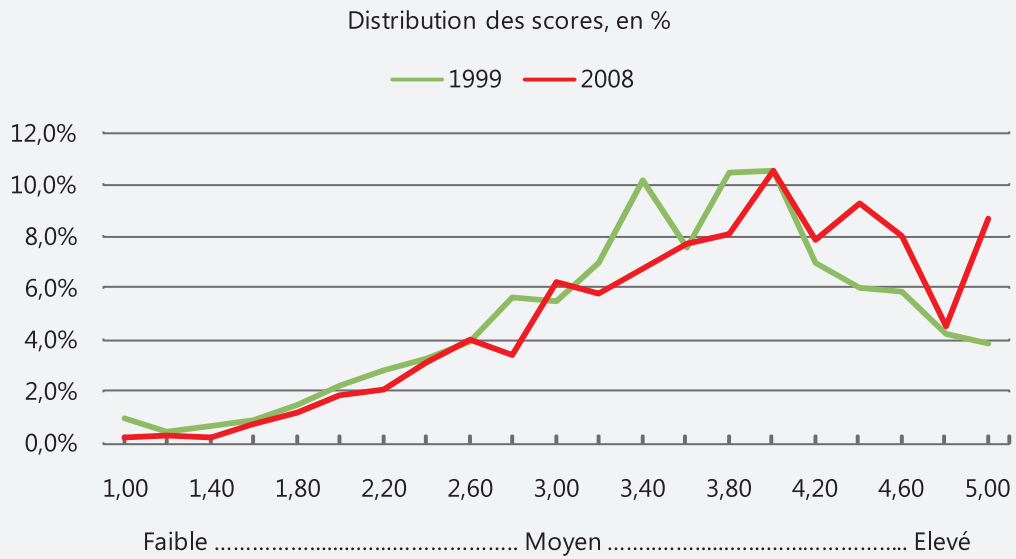
Comment expliquer l'évolution récente des représentations sociales du travail au Luxembourg ? Se pourrait-il que cela soit attribuable au renouvellement des générations au sein de la population ? Cela ne serait pas impossible dans la mesure où les données de 1999 laissent croire à un effet de génération, les jeunes de moins de 25 ans étant relativement plus nombreux que les générations plus âgées à moraliser le travail (Mertz, 2002). Dans la même veine, peut-on envisager que le nouveau rapport de genre qui s'affirme de plus en plus au Luxembourg (Valentova, 2008) y soit pour quelque chose ? Encore une fois, cela est tout à fait envisageable compte tenu que, depuis 1999, le taux d'emploi des femmes a crû considérablement, étant passé de 50,1% à 56,1% entre 2000 et 2007 (Frising et al., 2008). Et qu'en est-il de l'effet de l'immigration ? Est-il imaginable que l'augmentation de la proportion d'étrangers au Luxembourg depuis 1999 explique l'évolution des représentations sociales du travail ? On peut croire que oui car, comme l'a montré le sociologue allemand Max Weber (1904) il y a plus d'un siècle, et comme nous le rappelle le sociologue suisse Christian Lalive d'Épinay (1998), les représentations sociales du travail sont fortement liées à la culture des peuples, toutes les nations n'envisageant pas le travail de la même façon. Enfin, est-il possible que cette évolution des représentations sociales du travail témoigne des changements dans la conjoncture économique du pays et le fonctionnement du marché du travail depuis 1999 ? Ici aussi, l'explication est plausible dans la mesure où non seulement la situation de l'emploi s'est légèrement dégradée au Luxembourg au cours de la dernière décennie (Langers et al., 2009), mais plusieurs études font un lien entre la situation vécue sur le marché du travail et les représentations sociales du travail (Davoine et Méda, 2009 ; Castel, 2001 ; Lalive d'Épinay, 1998).

Afin d'examiner ces différentes hypothèses de la manière la plus simple possible, il est utile de construire un indicateur synthétique des représentations sociales du travail au sein de la

population luxembourgeoise. Le fait que les cinq questions posées dans le cadre de l'enquête EVS soient fortement corrélées les unes aux autres nous autorise d'ailleurs à le faire. Aussi, pour les deux années de l'enquête, nous avons additionné les réponses fournies par les répondants aux cinq questions relatives aux représentations sociales du travail. L'indicateur synthétique qui en résulte permet de mesurer ce qu'on appelle l'*ethos* du travail des individus, défini comme étant « une valeur ou une croyance concernant la place du travail dans la vie d'un individu » (Siegel, 1983 : 28-29). Ramené à une échelle variant de 1 à 5, cet indicateur s'interprète de la même façon que les variables étudiées précédemment : plus un score s'approche de 5, plus le travail est jugé important ; inversement, plus il s'en éloigne, moins il est jugé important. Bien qu'offrant des informations moins nuancées que celles que nous fournissent les variables précédentes prises séparément, cet indicateur synthétique permet d'examiner avec plus de simplicité les différentes hypothèses exposées au paragraphe précédent, l'*ethos* du travail pouvant être facilement mis en relation avec des variables liées à l'âge, au genre, à la nationalité et au statut socioéconomique du répondant. Le Graphique 2 présente la distribution des scores obtenus par les répondants de 1999 et de 2008 sur l'échelle d'*ethos* du travail, et témoigne du renforcement de cet *ethos* au cours de la dernière décennie.

⁶ Par exemple, on constate que les personnes qui croient que le travail est un devoir vis-à-vis la société sont plus susceptibles que celles qui n'y croient pas de penser qu'il permet de développer ses capacités et qu'il devrait toujours passer en premier. Ces personnes sont également plus susceptibles d'être d'avis qu'il est humiliant de recevoir de l'argent sans avoir à travailler et que le fait de ne pas travailler rend paresseux.

GRAPHIQUE 2. L'ethos du travail en 1999 et 2008



Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD.

Champ : Population âgée de 18 ans ou plus à l'exclusion des fonctionnaires internationaux

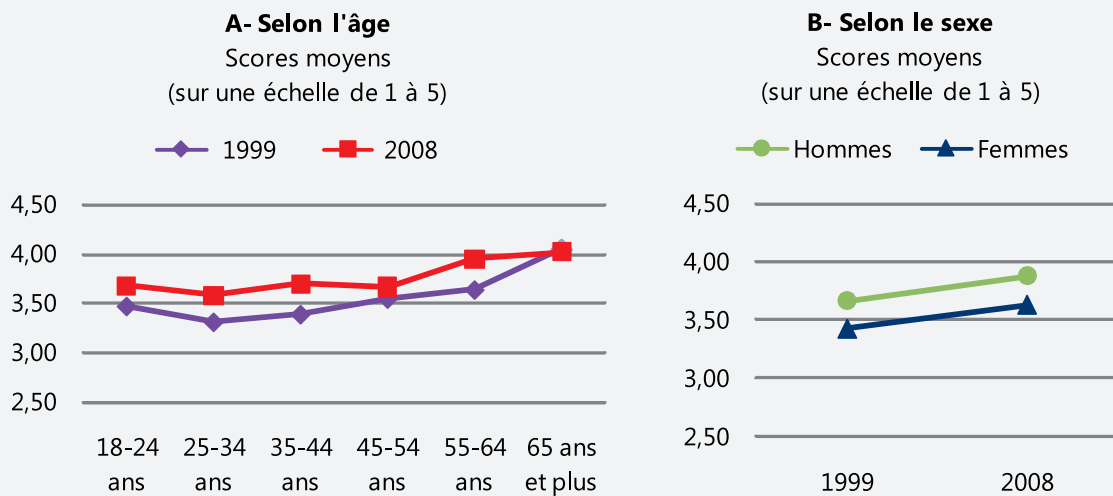
III. NI LE REMPLACEMENT DES GÉNÉRATIONS, NI LE NOUVEAU RAPPORT DE GENRE NE SEMBLent EXPLIQUER LE RENFORCEMENT DE L'ETHOS DU TRAVAIL

Le Graphique 3 présente l'évolution de l'*ethos* du travail des résidents selon l'âge et le sexe des répondants. D'entrée de jeu, les résultats tendent à invalider nos deux premières hypothèses. Concernant l'âge, on constate en effet que l'importance accordée au travail a augmenté à peu près de la même manière pour toutes les catégories d'âge, à l'exception de la catégorie des 45-54 ans, où l'importance du travail n'a crû que légèrement, et de la catégorie des 65 ans et plus, où elle est restée stable, voire a diminué légèrement. Fait intéressant, cette augmentation de l'importance du travail s'observe également chez les baby-boomers, âgés entre 55 et 64 ans en 2008, génération qu'on qualifiait pourtant, à une certaine époque, de génération contestataire, individualiste et allergique au travail (Ricard, 2001 ; Rousselet, 1972). Par ailleurs, contrairement à ce que laissaient penser les résultats de l'enquête de 1999, l'hypothèse d'une plus grande moralité du travail due à un effet de génération chez les membres des cohortes nées après 1974 ne semble pas se confirmer. Actuellement âgés entre 25 et 34 ans, ils constituent le groupe qui valorise le moins fortement le travail, le score moyen de leur *ethos* du travail s'établissant à 3,58 contre 3,80 en moyenne dans les autres groupes d'âge. Certes, par rapport au groupe des 25-34 ans de 1999, il s'agit d'une augmentation de plus de 8%. Cela dit, le graphique 3 montre bien que cette augmentation n'est pas propre à ce groupe d'âge, mais concerne également la plupart des autres catégories d'âge. L'observation faite par Mertz (2002) en 1999 à propos de la plus grande moralité du travail chez les jeunes âgés de moins de 25 ans nous semble donc davantage attribuable à un effet d'âge qu'à un effet de génération.

L'accroissement de la valorisation du travail ne semble pas davantage attribuable à l'augmentation du taux d'emploi des femmes et du nouveau rapport de genre qui en a découlé (cf. Graphique 3). De fait, si on observe une augmentation de la valorisation du travail chez les femmes entre 1999 et 2008, on ne peut pas manquer d'observer une tendance similaire chez les hommes au cours de la même période. Ainsi, alors que le score moyen obtenu par les femmes sur l'échelle d'*ethos* du travail passait de 3,43 à 3,63 entre 1999 et 2008, celui des hommes passait de 3,66 à 3,87. Dans les deux cas, l'augmentation a

été de l'ordre de 6%. En somme, l'augmentation du taux d'emploi des femmes ne semble pas avoir provoqué une homogénéisation des représentations sociales du travail selon le genre, les hommes continuant à valoriser davantage le travail que ne le font les femmes. Notons à cet égard que, comme nous le rappelle le rapport du Statec sur l'égalité entre les hommes et les femmes (Allegrezza, 2007), l'engagement des femmes sur le marché du travail demeure moins élevé que celui des hommes, celles-ci étant non seulement moins nombreuses à occuper un emploi, mais étant plus touchées par le chômage et l'emploi à temps partiel.

GRAPHIQUE 3. Ethos du travail en 1999 et 2008 selon l'âge et le sexe



Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD.

Champ : Population âgée de 18 ans ou plus à l'exclusion des fonctionnaires internationaux

IV. UN EFFET POSSIBLE DE L'IMMIGRATION EN PROVENANCE DU PORTUGAL ET D'EUROPE DE L'EST

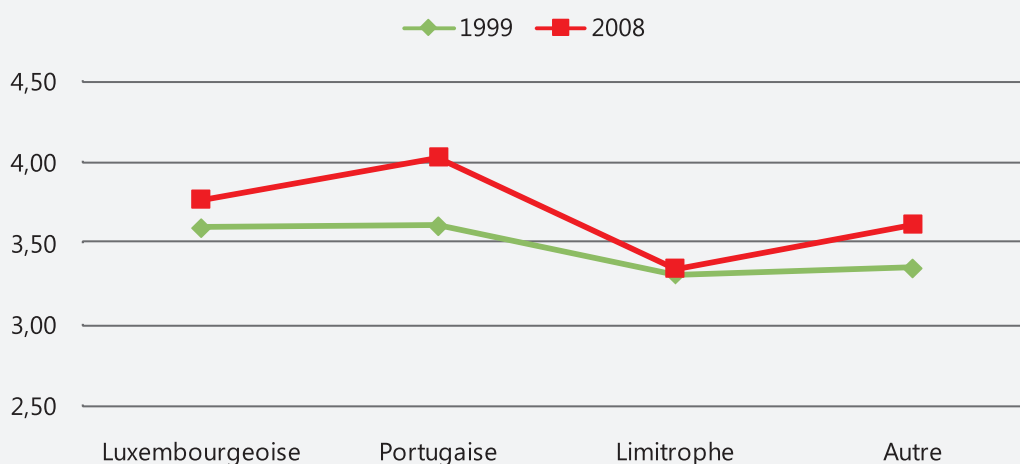
L'hypothèse d'un changement dans la structure de la population provoqué par l'accroissement de la proportion d'étrangers semble se vérifier un peu mieux. Non seulement les données du Statec révèlent que ce sont les Portugais qui ont vu leurs effectifs croître le plus fortement entre 1999 et 2008 (croissance de 37% contre 33% pour les autres étrangers et 0,6% pour les Luxembourgeois), mais l'analyse de l'évolution de l'*ethos* du travail selon la nationalité révèle que c'est dans ce groupe que la valorisation du travail est la plus forte, les Portugais obtenant, en 2008, un score moyen de 4,03 sur l'échelle d'*ethos* du travail contre 3,70, en moyenne, pour les autres groupes (cf. Graphique 4). Aussi, on peut croire que l'accroissement de la valorisation du travail au cours de la dernière décennie est partiellement attribuable à l'augmentation du poids des Portugais au sein de la population du Luxembourg.

Cette explication demeure toutefois insuffisante dans la mesure où elle ne permet pas d'éclairer le fait qu'entre 1999 et 2008, la valorisation du travail a augmenté dans la plupart des groupes

de nationalité, et ce, peu importe l'évolution de leur poids au sein de la population vivant au Luxembourg (cf. Graphique 4). De même, elle ne permet pas de comprendre pourquoi l'*ethos* du travail a crû différemment selon les différents groupes de nationalité, le score moyen obtenu par les Portugais ayant crû de 11,6%⁵ contre 8,1% pour les ressortissants des pays non limitrophes, 4,9% pour les Luxembourgeois et moins de 2% pour les ressortissants des pays limitrophes. Si cela peut éventuellement s'expliquer par un changement dans la composition des ressortissants étrangers originaires d'un pays non limitrophe, en raison notamment de l'augmentation de l'immigration en provenance d'Europe de l'Est au cours de la dernière décennie, l'explication demeure insuffisante lorsqu'il s'agit d'expliquer l'augmentation de la valorisation du travail au sein des populations luxembourgeoise et portugaise. Elle nous amène à nous demander si une part de ces changements n'est pas due à un autre phénomène. À cet égard, l'hypothèse d'un changement dans la conjoncture économique du pays semble être une piste intéressante.

GRAPHIQUE 4. *Ethos* du travail en 1999 et 2008 selon la nationalité

Scores moyens (sur une échelle de 1 à 5)



Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD.

Champ : Population âgée de 18 ans ou plus à l'exclusion des fonctionnaires internationaux

⁵ On constate que les ouvriers, et plus particulièrement les ouvriers portugais, sont sous représentés dans l'échantillon de 1999, ce qui n'est pas le cas en 2008. Ce biais méthodologique ne semble toutefois pas expliquer la plus forte augmentation de l'*ethos* du travail des Portugais puisque celle-ci s'observe peu importe la catégorie professionnelle. L'augmentation plus marquée de l'*ethos* du travail des Portugais ne s'expliquerait donc pas par une augmentation « artificielle » du poids de cette catégorie d'ouvriers entre 1999 et 2008.

V. UNE AUGMENTATION PARTICULIÈREMENT MARQUÉE CHEZ LES OUVRIERS

Le Graphique 5 présente l'évolution de l'*ethos* du travail en fonction du statut professionnel du répondant. D'entrée de jeu, il apparaît que l'accroissement de l'*ethos* du travail n'est pas propre à un statut professionnel particulier, mais s'observe pour toutes les catégories⁶. Il a toutefois été plus important chez les travailleurs indépendants (+10,6%), les ouvriers (+7,5%) et les sans emploi (+6,3%), ce qui a eu pour conséquence d'accroître les différences entre les différents statuts professionnels. Davantage en 2008 qu'en 1999, l'*ethos* du travail en 2008 est ainsi plus prégnant chez les ouvriers (score moyen de 4,04), les travailleurs indépendants (score moyen de 3,92) et les sans emploi (score moyen de 3,82) que chez les employés privés (3,51) et les fonctionnaires (3,49).

Cette plus forte augmentation de l'*ethos* du travail chez les ouvriers, les travailleurs indépendants et les sans emploi peut suggérer un effet de la conjoncture économique qui aurait plus fortement touché certains statuts professionnels, phénomène observé notamment en France par Davoine et Méda (2009), Castel (2001) et Baudelot et Establet (2000)⁷. Exclus (chômeurs), moins bien protégés (indépendants) ou plus vulnérables à la nouvelle économie du savoir (ouvriers), ces statuts professionnels valoriseraient davantage le travail parce qu'il serait devenu plus précaire et/ou plus incertain. Œuvrant dans les secteurs les mieux protégés et/ou bénéficiant d'un niveau de formation permettant d'affronter les aléas de la nouvelle économie, les fonctionnaires (ou assimilés) et les employés privés auraient moins modifié leur *ethos* du travail parce qu'ils auraient été moins touchés par les mutations économiques de la dernière décennie. Quant aux autres sans

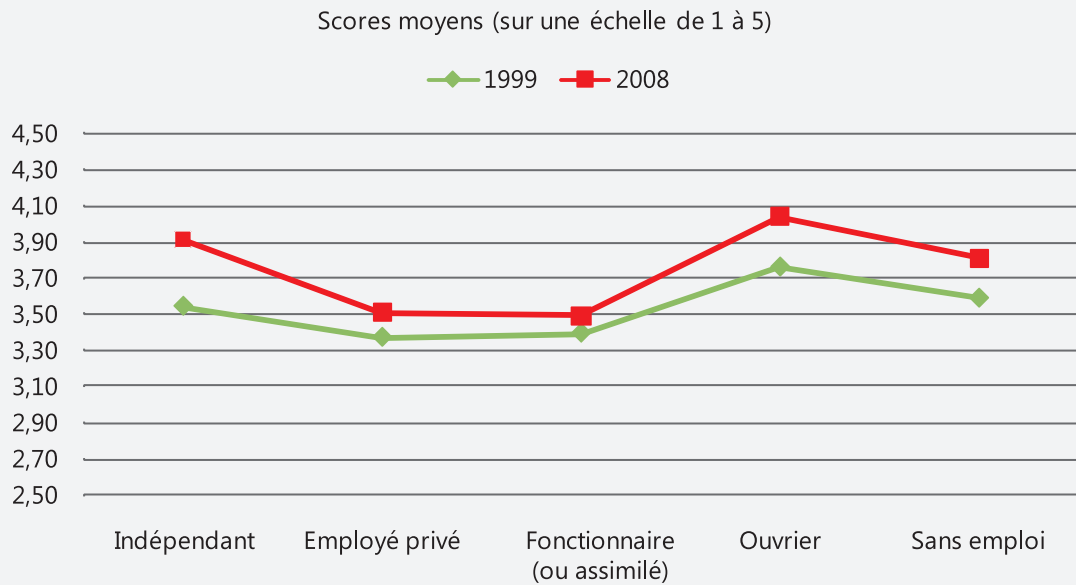
emploi, des retraités dans une large mesure, l'augmentation de l'importance du travail pourrait bien refléter leurs inquiétudes liées au financement de leurs prestations publiques dans un contexte de vieillissement démographique, prestations largement tributaires des cotisations versées par les actifs.

Une question demeure toutefois. Se pourrait-il que cette relation entre statut professionnel et *ethos* du travail reflète davantage une différence culturelle, la structure professionnelle étant fortement liée à la nationalité des individus ? Le graphique 6 semble révéler qu'il n'en est rien. Présentant l'*ethos* du travail des différents statuts professionnels chez les répondants de nationalité luxembourgeoise exclusivement⁸, il montre que les relations observées au Graphique 6 s'observent également lorsqu'on ne sélectionne que les répondants de nationalité luxembourgeoise, infirmant ainsi l'hypothèse d'une explication purement culturelle. Non seulement les indépendants et les ouvriers luxembourgeois valorisent-ils davantage le travail que leurs homologues « employés privés », « fonctionnaires (ou assimilés) » ou « inactifs ou autres », mais ce sont eux qui ont accru le plus leur valorisation du travail au cours de la dernière décennie, le score moyen sur l'échelle de l'*ethos* du travail étant passé de 3,34 à 4,07 chez les travailleurs indépendants (soit une augmentation de 22%) et de 3,76 à 4,04 chez les ouvriers (soit une augmentation de 7,8%). En somme, si les différences culturelles demeurent très fortes en matière d'*ethos* du travail, elles ne suffisent pas à expliquer l'évolution de l'*ethos* du travail au cours de la dernière décennie et l'hypothèse d'un effet de la conjoncture économique ne peut pas être éliminée.

⁶ Ce résultat est important dans la mesure où le biais méthodologique lié à la sous représentation des ouvriers en 1999 aurait pu expliquer l'évolution de l'*ethos* du travail au cours de la dernière décennie, l'*ethos* du travail des ouvriers étant généralement plus prégnant que celui des autres catégories professionnelles. En fait, si on ne peut pas éliminer complètement l'hypothèse qu'une part de l'évolution de l'*ethos* du travail observée entre 1999 et 2008 soit attribuable à ce biais méthodologique et à sa correction en 2008, il apparaît clairement que ce facteur ne suffit pas à expliquer l'ensemble de l'augmentation, celle-ci s'observant peu importe la catégorie professionnelle.

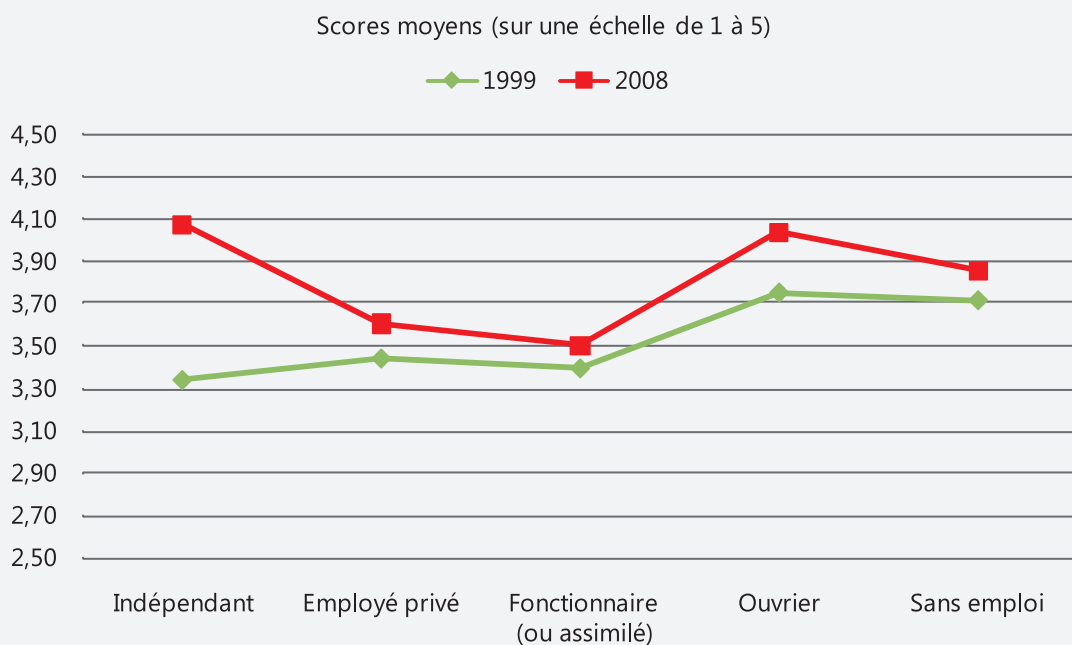
⁷ Ces auteurs observent que la valorisation du travail augmente avec la précarité de l'emploi et/ou le sentiment d'insécurité de l'emploi, Castel (2001) parlant même de « conscience malheureuse » pour qualifier ce lien.

⁸ Malheureusement, les petits effectifs ne nous permettent pas de reproduire cette analyse pour les autres groupes de nationalités.

GRAPHIQUE 5. *Ethos du travail en 1999 et 2008 selon le statut professionnel*

Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD.

Champ : Population âgée de 18 ans ou plus à l'exclusion des fonctionnaires intranationaux

GRAPHIQUE 6. *Ethos du travail en 1999 et 2008 selon le statut professionnel chez les répondants de nationalité luxembourgeoise exclusivement*

Source : EVS Luxembourg, 1999, SESOPI et 2008, CEPS/INSTEAD.

Champ : Population âgée de 18 ans ou plus à l'exclusion des fonctionnaires intranationaux

CONCLUSION

Le travail possédait, en 1999, une dimension morale forte au Luxembourg. Près de dix années plus tard, il semble que ce soit encore plus vrai, la population résidante valorisant encore davantage le travail qu'elle ne le faisait en 1999. Le travail est valorisé en tant que devoir vis-à-vis la société, mais également en tant que moyen ultime pour développer ses capacités. Une proportion grandissante d'individus croit que le travail doit toujours passer en premier, même si cela signifie moins de temps libre, et plusieurs condamnent plus ou moins ouvertement le non travail.

Ni l'âge, ni le genre ne semblent expliquer un tel renforcement de l'importance du travail dans les représentations sociales. Par contre, il est possible que l'augmentation du poids démographique des étrangers au sein de la population résidante y soit pour quelque chose, d'importantes variations apparaissant en matière d'*ethos* du travail selon la nationalité des répondants. Mais plus que tout, il semble que ce soit un changement dans la conjoncture économique du pays qui doive être pointée du doigt, les formes d'emploi précaires s'étant multipliées au cours de la dernière décennie et ayant plus particulièrement touché certains statuts professionnels, moins qualifiés ou moins bien protégés par les mécanismes traditionnels de protection de l'emploi. Cette précarisation ou ce sentiment d'insécurité de l'emploi s'est sans doute accru depuis le début de la crise financière, laquelle a débuté au moment même où les données de l'EVS de 2008 étaient recueillies. Or, comme l'ont montré plusieurs études menées en France et comme l'indiquent les données examinées ici, il semble que la valorisation du travail s'accroisse avec la précarité de l'emploi et/ou le sentiment d'insécurité de l'emploi. Il se pourrait donc bien que l'accroissement de la valorisation du travail au Luxembourg au cours de la dernière décennie s'explique par la relative dégradation des conditions de travail qui s'est produite au cours de la même période.

En dehors de cette augmentation, il demeure néanmoins que le Luxembourg se caractérise depuis plus d'une décennie par un *ethos* du travail particulièrement prégnant en regard de ce que l'on observe ailleurs en Europe (Davoine et Méda, 2008 ; Mertz, 2002), une spécificité que la précarité de l'emploi ne permet nullement

d'expliquer. En fait, tout se passe comme si le travail était la valeur commune aux différentes communautés culturelles vivant au Luxembourg et qu'il constituait le véritable fondement du lien social. Il le serait d'autant plus qu'il constituerait la motivation première des immigrants ayant choisi le Luxembourg comme pays d'accueil.

BIBLIOGRAPHIE

Allegrezza, Serge ; Frising, Armande et Antoine Haag (2007), *Égalité hommes-femmes, mythe ou réalité ?* Cahier économique no 105, Luxembourg, Statec.

Baudelot, Christian et Roger Establet (2000). *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*, Paris, Éditions du Seuil.

Castel, Robert (2001). « Les jeunes ont-ils un rapport spécifique au travail en France ? », dans L. Roulleau-Berger et M. Gauthier (dir.), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord*, La tour d'Aigues, Éditions de l'aube, pp. 287-298.

Davoine, Lucie et Dominique Méda (2009), « Les Français et le travail : une relation singulière », *Futuribles*, 351, avril 2009, p. 5-28.

Davoine, Lucie et Dominique Méda (2008), *Place et sens du travail en Europe : une singularité française ?*, Paris, Centre d'études de l'emploi, document de travail no 96-1.

Frising, Armande ; Haag, Antoine ; Hury, Jérôme ; Lamboray, Claude ; Langers, Jean ; Reichmann, Liliane ; Ries, Jean ; Schockmel, Marco et Germaine Thill (2008), *Rapport Travail et cohésion sociale, Cahier économique no 107*, Luxembourg, Statec.

Lalivé d'Épinay, Christian (1998). « Significations et valeurs du travail, de la société industrielle à nos jours », dans M. De Coster and F. Pichault (dir), *Traité de sociologie du travail*, Bruxelles, De Boeck Université, p. 67-94.

Langers, Jean ; Osier, Guillaume ; Schockmel, Marco et Paul Zhalen (2009), *Rapport Travail et cohésion sociale, Cahier économique no 109*, Luxembourg, Statec.

Mercure, Daniel (2008). « Travail et famille : des tensions croissantes au cours de la prochaine décennie », dans G. Pronovost (dir.), *La famille à l'horizon de l'an 2010*, Montréal, Presses de l'Université du Québec.

Mertz, Frédéric (2002). « Les représentations sociales du travail, de l'économie et de la justice », dans M. Legrand (dir.), *Les valeurs au Luxembourg : portrait d'une société au tournant du 3^e millénaire*, Luxembourg, éditions Saint-Paul, p. 137-188.

Ricard, François (2001), *La génération lyrique. Essai sur la vie et l'œuvre des premiers nés du baby-boom*, Paris, Climats (collection Sisyphé).

Rousselet, Jean (1974), *L'allergie au travail*, Paris, Éditions du Seuil.

Siegel, Irving H. (1983). « Work ethic and productivity », dans J. Barbash et al. (dir), *The work ethic – a critical analysis*, Madison, WI., Industrial Relations Research Association : 27-42.

Valentova, Marie (2008). Between family and the labor market: perception of gender role in Luxembourg, *Journal of social and societal policy*, vol. 7, no 3, pp. 81-94.

Weber, Max (1904). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris, Plon.

CAHIERS DU CEPS/INSTEAD PARUS EN 2010

■	N° 14	Population & Emploi	La famille : une valeur sûre Charles FLEURY
■	N° 13	Entreprises	Profil de l'entreprise, stratégie d'innovation et conditions de marché Vincent DAUTEL
■	N° 12	Population & Emploi	Les valeurs au Luxembourg : Premiers résultats du programme European Values Study. Enquête 2008 sur les valeurs Pierre HAUSMAN, Paul ZAHLEN
■	N° 11	GEODE	Les transports en commun au Luxembourg en 2006-2007. Caractérisation du réseau et de l'offre publique de transports en commun Sylvain KLEIN
■	N° 10	Entreprises	Panorama 2009 de l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication par les entreprises selon leur secteur d'activités Ludivine MARTIN
■	N° 09	Population & Emploi	Le soutien financier intergénérationnel apporté par la génération pivot Charles FLEURY
■	N° 08	ERDI - Afrilux	Mobilisation associative et politique des citoyens maliens : les disparités socioéconomiques et régionales Mathias KUEPIE, Arouna SOUGANE
■	N° 07	Population & Emploi	Le Luxembourg face au vieillissement de sa population active : des politiques publiques aux politiques d'entreprises Kristell LEDUC
■	N° 06	REPREM	La place du Luxembourg dans les portraits statistiques des systèmes de relations professionnelles Frédéric REY
■	N° 05	Population & Emploi	De plus en plus de femmes sans enfant Lucile BODSON
■	N° 04	Population & Emploi	Les objectifs de Lisbonne en matière d'emploi : où en est le Luxembourg ? Antoine HAAG
■	N° 03	Population & Emploi	La biactivité frontalière Laetitia HAURET, Mireille ZANARDELLI
■	N° 02	Population & Emploi	Recruter ou fidéliser : comment réduire le turn-over des entreprises ? Les pratiques de mode de gestion du personnel en question Kristell LEDUC
■	N° 01	Population & Emploi	Le divorce au Luxembourg en droit et en chiffres Lucile BODSON, Jordane SEGURA



ISSN: 2077-3048

CEPS
I N S T E A D

B.P. 48
L-4501 Differdange
Tél.: +352 58.58.55-801
www.ceps.lu